

## Le conflit à Auroville

(Article écrit par *Rod Hemsell* paru dans l'intranet d'Auroville et Facebook le 19 mai 2022)

Comme il est écrit dans le journal « *The Hindu* » du jeudi 19 mai 2022 :

**La Fondation d'Auroville condamne la « prise de possession non autorisée du bureau du Working Committee (Bureau exécutif d'Auroville) ».**

« Une partie des Auroviliens s'est rassemblée devant l'hôtel de ville jeudi en signe de soutien au mandat d'auto-gouvernance de l'assemblée des résidents, l'un des principaux organes de décision de la commune internationale d'Auroville.

La police a été appelée à Auroville (*mercredi 18 mai*) après que la Fondation a signalé une effraction dans le bureau du Working Committee — WCom (Bureau exécutif d'Auroville) et une "prise de contrôle illégale de ses dossiers et systèmes de communication".

Entre-temps, la Fondation d'Auroville a condamné la "prise de contrôle non autorisée du bureau du Working Committee par des personnes désignées par un vote irrégulier... Sur la base du résultat de ce vote illégal, des résidents non autorisés ont changé les serrures de deux bureaux du Working Committee pendant la nuit et ont également saisi les boîtes aux lettres du WCom et ont commencé à faire circuler des messages à la communauté et aux autorités extérieures", a-t-elle déclaré.

Le Working Committee légitime (*précédent*) a déposé une plainte, sur la base de laquelle une plainte de la police a été enregistrée contre les résidents non autorisés qui se sont livrés à des intrusions criminelles et à des cybercrimes. La police est en train d'enquêter sur ces questions et l'étendue des cybercrimes et de nouvelles mesures sont attendues", a déclaré la Fondation. »

RÉTABLISSONS LES FAITS TELS QU'ILS SONT RAPPORTÉS DANS L'ARTICLE DU JOURNAL CITÉ CI-DESSUS :

La plainte contre une soi-disant prise de contrôle mentionnée dans la déclaration de la Fondation a été déposée contre les membres véritablement légitimes du Working Committee qui avaient été élus un peu plus d'une semaine auparavant, et qui occupaient les postes qui leur reviennent de droit. Ces allégations font partie d'une tentative continue de la "Fondation" d'invalider le processus décisionnel légitime de l'Assemblée des résidents. En outre, elle a fabriqué ces allégations fabuleuses de "cybercrimes" et d'activités "anti-gouvernementales" pour justifier sa prise de contrôle des services de communication internes et externes de la communauté d'Auroville.

### CONTEXTE HISTORIQUE

La Fondation d'Auroville a été créée par un Acte du Parlement Indien en 1988 pour assurer le développement régulier d'Auroville conformément à sa Charte. Par cet Acte deux structures principales ont été créées pour la mise en œuvre du projet : un Conseil d'Administration — GB (pour Governing Board) — ainsi que son Secrétaire, nommés par le Gouvernement de l'Inde, et l'Assemblée des Résidents (Residents' Assembly) composée de tous ceux qui deviennent membres de la communauté. Ce que l'on appelle ci-dessus la "Fondation" n'est qu'un organe de la Fondation d'Auroville. Chacun de ces deux organes s'est vu attribuer des rôles spécifiques définis par l'acte.

Au cours des 40 dernières années, ces deux organes ont travaillé ensemble dans une collaboration harmonieuse, créant cette singulière commune d'Auroville qui à présent existe.

Toutefois, depuis la nomination d'un tout nouveau GB et d'un nouveau secrétaire en 2021, un conflit a lentement grandi entre ces deux organes au sujet de la question de savoir qui est réellement en charge du développement d'Auroville, et quels devraient être le but et les moyens d'y parvenir. Le premier cas de désaccord est apparu lorsque le nouveau GB a présenté une interprétation erronée du plan masse qui avait été élaboré par l'Assemblée des résidents en 1999, et qui a ensuite été approuvé par le gouvernement indien en 2010. Le nouveau GB a décidé que ce plan, qui n'avait pas été mis en œuvre pour diverses raisons depuis lors, devait être exécuté rapidement à partir de maintenant, au mépris total des conditions réelles qui se sont développées sur le terrain au cours des vingt dernières années. Cette décision s'est immédiatement avérée désastreuse, car les arbres et les structures ont commencé à être démolis sans discernement.

A une très large majorité, L'assemblée des résidents a adopté une résolution pour stopper ce type de développement et elle a obtenu une ordonnance de suspension du National Green Tribunal — un tribunal et un système juridique établi pour la protection de l'environnement en Inde en 2010 — forçant l'arrêt de ce développement en attendant la création et l'approbation d'un plan de développement détaillé et l'évaluation des impacts environnementaux. Ces étapes étaient déjà prévues et requises dans le plan directeur initial mais, comme le plan en général, elles n'ont jamais été réalisées. Cette situation a été interprétée par le nouveau GB et le nouveau secrétaire comme un "blocage" de la part des écologistes, et tout nouveau retard est désormais considéré comme une "opposition" à l'autorité présumée de la "Fondation".

La "Fondation", comme elle se désigne elle-même, a lancé une campagne visant non seulement à saper la légitimité des pouvoirs de décision de l'Assemblée des résidents, mais aussi à promouvoir une image des membres de la communauté comme étant « anti-cité » et « anti-progrès », allant jusqu'à insinuer que la communauté est composée d'extrémistes « anti-gouvernementaux » et « antinational ». Ces allégations sont ressenties par les résidents indiens et étrangers comme une insulte grossière non seulement à leur engagement de toute une vie à Auroville, mais aussi aux principes mêmes sur lesquels Auroville est fondée.

En proférant publiquement des affirmations aussi outrageantes, comme il est écrit ci-dessus – tout d'abord à propos des décisions de l'assemblée des résidents qui ne seraient pas légitimes, et que les membres dûment élus par l'Assemblée des Résidents "s'introduisent par effraction dans leurs bureaux" et commettent des "cybercrimes" alors qu'ils font des annonces officielles — la Fondation viole elle-même l'Acte de la Fondation d'Auroville, qui autorise précisément l'Assemblée des Résidents à procéder à ces opérations.

De même, et de manière encore plus extrême, la Fondation a saisi le service Internet interne de la communauté, ainsi que ses médias d'information, sur la base de ses allégations ridicules et fausses. Ces actes constituent des violations des droits civils fondamentaux des résidents d'Auroville et perturbent gravement leurs vies. De telles actions démontrent sans l'ombre d'un doute que l'intention de ce Governing Board et de son Secrétaire est de saper le fonctionnement harmonieux et efficace d'Auroville. En créant la division et l'impression de désordre, ils veulent que cette vision déformée d'Auroville donne l'image d'une communauté ayant besoin d'une intervention autoritaire pour mettre fin à ses "activités illégales", et ainsi justifier leur tentative de prendre le contrôle de l'organisation d'Auroville à

leurs propres fins. Ces actions sont évidemment contraires aux idéaux d'Auroville, et constituent de surcroît une violation de l'Acte de la Fondation d'Auroville et des droits de ses citoyens. Il devrait être clair maintenant pour tout le monde que la situation nécessitera inévitablement l'intervention d'une ordonnance de tribunal pour mettre fin à cet abus d'autorité, avant que d'autres destructions du tissu social d'Auroville ne se produise, et avant que toute démarche vers une collaboration plus harmonieuse ne devienne possible.